

## Africanisme portugais : une tradition en danger ?

**V**ENU à Lisbonne en mission de recherche en novembre 1989 et 1990, j'ai mené une quarantaine d'entrevues avec d'anciens chefs de poste, administrateurs de circonscription, intendants de districts, gouverneurs de provinces du Mozambique colonial et cadres de divers services de renseignement. A chaque fois que je terminais une entrevue, je demandais à mon interlocuteur : — « Beaucoup de gens ont dû venir vous interroger depuis 1974, n'est-ce pas ? » et, à deux exceptions près, la réponse fut toujours : — « Non, c'est la première fois. » En seize ans ! Les appels répétés de l'anthropologue António Rita-Ferreira, lui-même ancien fonctionnaire colonial, pour que se développe l'étude de la tradition orale coloniale portugaise seraient-ils sans écho ? Personne ne se préoccupe-t-il d'aller interroger les milliers d'anciens fonctionnaires coloniaux, trésors de documentation, avant qu'ils ne meurent ?

Le Portugal présente une situation paradoxale. D'une part, il y existe des choses qui ne parviennent à exister dans aucun autre pays européen : ainsi par exemple, il y a un hebdomadaire de quarante pages grand format, *África*, qui n'a pas son équivalent en France, pays à la population cinq fois supérieure où *Afrique-Asie* a fait faillite, où *Jeune Afrique* est resté longtemps bimensuel, où le *Nouvel Afrique-Asie* n'est que mensuel.

Mais d'autre part la situation universitaire est mauvaise, principalement au niveau de l'histoire contemporaine, des sciences politiques et, dans une moindre mesure, de l'anthropologie et de l'économie. A Lisbonne, capitale des « cinq siècles de colonisation », il n'y a pas une seule bibliothèque africaniste ! Certes, il y a des sources d'histoire médiévale et moderne considérables. Certes, il y a de vénérables bibliothèques dont le fonds est encore très riche : mais la Société de géographie, lieu merveilleux — quel plaisir d'y travailler ! — a cessé d'acheter des livres en 1974 et elle n'est pas, en dépit de sa tradition, spécifiquement africaniste. La bibliothèque de l'ancienne École coloniale (devenu l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques) s'est élargie aux sciences politiques en général et est très loin de posséder les ouvrages récents concernant l'Afrique lusophone ; le CDI-IICT (Centre de documentation et information de l'Institut de recherche scientifique tropicale) croule sous la documentation des ... années soixante. Du côté des ONG à but véritablement non lucratif, le CIDAC (Centre d'information et documentation Amilcar Cabral) a un bon centre de documentation, mais évidemment incapable de suppléer aux carences du service public. Quant aux bibliothèques des centres universitaires d'études africaines, elles consistent le plus sou-

vent en un seul rayonnement d'une vingtaine de livres. Le centre de Coimbra et les centres rattachés à l'IICT bénéficient de fonds un peu plus riches, mais en général tous ces centres sont très petits, sans moyens et séparés par des méfiances mutuelles profondes. Il paraît inconcevable par exemple de coaliser les efforts en un seul centre sur Lisbonne (dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, évidemment), doté de locaux et d'une bibliothèque digne de ce nom. Si cela peut rassurer, je dirais que la situation n'est guère différente en France et à Paris, mais les structures y sont plus étoffées. Le futur est inquiétant : même compte tenu des recrutements récemment opérés par l'IICT, le total des personnes travaillant sur l'Afrique contemporaine en SHS ne dépasse pas la trentaine ; pour le pays qui se targue de pouvoir être la tête de pont de l'Europe communautaire en Afrique, c'est limité. Et combien y a-t-il eu de thèses africanistes soutenues par des étudiants portugais, en SHS ? Sans doute moins d'une vingtaine en seize ans !

### **Le complexe colonial**

Qu'est-ce que tout cela signifie ? Cela signifie qu'un peu à la manière de l'Allemagne fédérale après la Seconde Guerre mondiale, « amnésiant » le nazisme, le Portugal en est encore au stade du complexe : l'époque coloniale doit être oubliée, pas étudiée — à l'exception, bien sûr, des « *Descobrimentos* » (découvertes) des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, la seule industrie nationale fonctionnant vraiment bien ! Cependant la colonisation portugaise n'a pas été le nazisme et aucune justification ne saurait excu-

ser la faiblesse de l'africanisme portugais.

Il y a un aspect significatif de ce complexe. Les historiens portugais ont de la « chance » : leur empire colonial a duré plus que partout ailleurs. Ainsi, au Portugal, au Brésil et en Afrique du Sud, vivent des milliers d'anciens fonctionnaires coloniaux, dont une minorité significative était elle-même née aux colonies de parents qui y étaient parfois nés eux-mêmes. Parmi eux, on trouve également des centaines de cap-verdiens, et plus rarement des guinéens, des angolais et des mozambicains ou goanais. Cependant, si les anciens « civils », les dits *retornados* (rapatriés) ont fondé des associations de regroupement et d'amitié (notamment les associations de « spoliés » d'Angola et du Mozambique, dont il existe la réplique en Afrique du Sud avec l'Association des anciens résidents du Mozambique), aucune société amicale d'anciens fonctionnaires coloniaux n'existe : eux aussi vivent la période du « complexe » citée plus haut, mais la vivent encore plus difficilement, du côté des « poubelles de l'Histoire », du côté des « moralement condamnés », et, plus prosaïquement, des professionnellement sacrifiés. Leur but est l'oubli. Cela est compréhensible, mais bien dommage car il ne s'agit pas de réhabiliter la colonisation mais de témoigner de leur vécu, de leur part d'histoire. Et, contactés avec prudence et insistance, ils se révèlent absolument enchantés de pouvoir, enfin, raconter...

Il y a une autre manifestation de ce « complexe », vu de gauche. Les anti-colonialistes portugais ont été, à de rares exceptions près, incapables de toute analyse critique de l'expérience des pays africains de

langue officielle portugaise. Le fait d'être citoyens de l'ancienne métropole semble leur avoir interdit de critiquer les partis africains qui ont vaincu le colonial-fascisme portugais. Ce n'est que très récemment que le CIDAC a commencé à développer des analyses critiques. Qui, après la tentative de coup d'état de Nito Alvès en Angola (qui fit quinze morts) a dénoncé la terrible répression menée par la fraction victorieuse du MPLA (qui fit des milliers de morts, terrorisa l'opinion publique et explique encore aujourd'hui qu'à l'inverse du Mozambique, il n'y a pratiquement pas d'université à Luanda)? Qui, avant les bouleversements de l'Est, s'est posé des questions sur les constitutions de parti unique et leurs effets démobilisateurs sur le mouvement social africain? Quand, au printemps 1989 — époque où tous les partis uniques étaient encore en place à l'Est — quatre intellectuels marxistes français et soviétique prirent l'initiative d'une prise de position appelant — ce qui paraîtrait bien banal aujourd'hui! — à des négociations directes techniques entre le FRELIMO et les rebelles de la RENAMO, en vue d'élections générales permettant, grâce au pluralisme, de redynamiser le mouvement social et de vaincre politiquement la rébellion pour ne pas avoir à partager le pouvoir avec elle, pourquoi aucune signature portugaise ne s'est-elle retrouvée au bas de ce texte (à l'exception atypique d'Alfredo Margarido qui vit à Paris)?

### Un problème politique

Un jour, un ingénieur agronome-hydraulicien, vingt ans d'Afrique (Angola, Cap-Vert, Gui-

née, Sao Tomé), m'a conduit dans un endroit où furent stockées en 1975 les archives techniques de l'ex-ministère de l'Outre-Mer. Ces archives auraient dû former la base documentaire du Secrétariat d'État à la Coopération créé en 1975. Mais, dans la « *confusão* » portugaise, ce secrétariat ne fonctionna jamais, car il n'y eut pas de coopération véritable avant 1988.

Ces archives restèrent donc à l'endroit où elles avaient été entassées, dans les environs de Lisbonne. L'immense majorité des africanistes portugais ignorent jusqu'à leur existence et aucun — je dis bien aucun — n'y a jamais travaillé. Depuis maintenant deux ans que la coopération semble se présenter sous des auspices meilleures, une très petite équipe de fonctionnaires, compétente, dirigée par un « ancien d'Angola », classe la documentation. Et c'est le choc : des montagnes de caisses non ouvertes attendent : vous vous promenez dans des gorges profondes dont les parois abruptes sont formées de murs étiquetés « *Gabinete do Plano do Zambeze* » ou « *Portos e Caminhos de Ferro* », etc. Le responsable explique qu'auparavant, il n'y avait pas de coopération et que donc ces archives dormaient, mais que maintenant, cela va démarrer. On le croit et on le voit, mais avec les moyens mis à la disposition de la petite équipe, combien d'années faudra-t-il pour la classification de la documentation? Et naturellement, tout cela se fait manuellement, l'informatisation ne pouvant commencer qu'après le nécessaire listage préalable. La responsabilité d'une telle situation ne saurait en aucun cas retomber sur la petite équipe qui y travaille, ni même sur la direction de l'organisme de tutelle de ce noyau de documentation. La res-

pensabilité est gouvernementale et politique.

En visitant ce hangar semi-clandestin, on est en effet pris d'admiration face à la richesse de la documentation qui attend le chercheur, et d'un sentiment de révolte face à l'immobilisme des dirigeants politiques de Lisbonne. En quoi l'absence de coopération justifie-t-elle que, pour sa préparation même, on n'ait pas utilisé les seize dernières années — seize années ! pour mettre ce fonds inestimable en état ?

Cela n'est pas perdu pour tout le monde : certaines entreprises privées ou internationales connaissent l'existence de ce dépôt et y empruntent de la documentation (c'est possible notamment pour la partie cartographique en partie déjà traitée). Cela leur permet de produire de beaux rapports de « consultants », faisant payer très cher à l'État portugais ou aux nouveaux États africains lusophones des études déjà largement faites dans les années soixante ou soixante-dix, ou des cartes dont seuls les signes conventionnels ont été changés pour déjouer les copyrights...

Cas extrême sans doute. Mais le CDI de l'IICT lutte lui-même avec des problèmes matériels et humains considérables. Un seul exemple ? En 1979-1980, il pleuvait sur les livres de la bibliothèque de l'ancienne École coloniale, protégés (bien mal, j'ai pu le constater en décollant-déchirant des pages rongées par l'humidité) par une simple bâche plastique ; mais des travaux ont été faits et les installations sont aujourd'hui magnifiques. En 1989-1990, il pleut dans la salle de lecture du CDI-IICT, et le chercheur ne peut que ressentir des sentiments mélangés en voyant courir l'eau sous ses pieds... Quant aux

Archives historiques de l'Outre-Mer, sa très petite équipe ne s'occupe que du XIX<sup>e</sup> siècle et mettra sans doute, avec la meilleure volonté du monde, environ cinq siècles avant de pouvoir traiter l'énorme documentation du XX<sup>e</sup> siècle.

Quel contraste avec le lusotropicalisme officiel et ses discours sur la « vocation naturelle » du Portugal qui « connaît et comprend l'Afrique mieux que quiconque », car il y est présent « depuis cinq siècles » ! Vocation tellement naturelle qu'il n'est sans doute pas nécessaire de s'en occuper sérieusement : le mythe lusotropicaliste n'incite évidemment pas à l'effort pour connaître réellement l'Afrique — ce qui nécessite en préalable une politique documentaire adéquate.

### Des atouts réels

Ceux qui verraient dans ces lignes — certes passionnées — une hostilité de ma part envers le Portugal n'auraient rien compris. C'est exactement du contraire qu'il s'agit. Et il y a beaucoup de raisons d'espérer. La première, c'est que l'on devrait s'acheminer, seize ans après la décolonisation, vers la sortie de la « période du complexe ». Il n'est pas fatal que plus de thèses de doctorat soient soutenues sur le Cap-Vert ou le Mozambique au Canada ou en Suède qu'au Portugal. L'ancienne métropole garde l'avantage de la langue, possède une documentation mal organisée et vieillissante mais considérable. L'IICT — cette « quasi-ORSTOM » portugaise — a recommencé à recruter, et son CDI, qu'il pleuve ou non, travaille à la mise sur pied d'une nouvelle base de données internationale (candidate au pro-

gramme « Sciences » de la Communauté européenne), le *Sistema de Informação Tropical* qui couvrira, dans un premier temps, les cinq pays d'Afrique lusophone et le Brésil, sous forme de gestion coopérative d'un réseau de centres de documentation (plus pointu dans son extension géographique, mais plus large quant aux disciplines embrassées, que nos IBISCUS et HORIZON, puisque largement ouvert à l'histoire). Et il y a d'ores et déjà des outils de valeur : je pense à l'excellente *Revista Internacional de Estudos Africanos* désormais publiée par le Centre d'études africaines et asiatiques de l'IICT ; à la rénovation, lente mais sûre, de la vénérable revue *Studia* du Centre d'études historiques et de cartographie antique ; à la collection publiée conjointement par l'IICT et le Centre de recherches africaines de Paris ; à la collection anthropologique du Centre d'études africaines de Coimbra ; à la collection d'études économiques que le Centre d'études sur l'Afrique de l'Institut supérieur d'économie vient d'inaugurer chez

un jeune éditeur privé. Je pense aussi au cours de maîtrise que le Centre d'études africaines de l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise vient de créer au sein de l'Université technique de Lisbonne, et qui tend à suppléer la suppression, il y a quelques années de la chaire d'histoire africaine de l'Université classique.

Par ailleurs quelques militaires, quelques anciens Portugais d'Afrique, commencent à écrire leurs mémoires : ils devraient être encouragés — pourquoi l'État ne subventionnerait-il pas une collection de « tradition orale coloniale » chez un éditeur ?

Que cela plaise ou non, le futur des relations entre le Portugal et l'Afrique lusophone sera du même type que les relations lusobrésoiliennes : infimes sur le plan économique, consistantes sur le plan culturel et, peut-être, technologique. A condition qu'on laisse de côté les splendeurs lusotropicalistes pour s'intéresser vraiment à l'Afrique.

*Michel Cahen*

## L'ANC en 1990 Une rentrée mouvementée

**L**A première conférence de l'ANC (*African National Congress*) en terre sud-africaine depuis 1959 devait être le symbole d'une rentrée triomphale. Le mouvement, qui se voyait déjà comme un gouvernement en attente, était censé définir la politique à venir, une fois l'ANC arrivé au pouvoir.

Le jour choisi, le 16 décembre, était le *jour de l'Alliance*, date sacrée dans la mythologie afrikaner, commémorant la défaite des *impis* (guerriers) zulu du Roi Dingaan par les Boers dans la bataille de Bloodriver, date héroïque également sur le calendrier de l'ANC, car elle marque le début de la lutte armée en 1961.